

Alors que le prolétariat bolivien a commencé à affronter le gouvernement Morales, la direction de la COB a pris l'initiative de fonder un parti des travailleurs : comment celui-ci peut-il ouvrir une perspective politique au prolétariat, à la paysannerie, aux populations exploitées et opprimées de Bolivie ?

Première partie : le prolétariat de Bolivie a engagé l'affrontement avec le gouvernement Morales

Alors que Morales, à l'instar de Chavez, est présenté comme un des exemples significatifs de politique de résistance aux « multinationales » ou à « l'impérialisme », les travailleurs de Bolivie, enseignants, travailleurs de la santé publique et mineurs ont, à plusieurs reprises, engagé le combat pour affronter son gouvernement.

Aperçu sur les nationalisations et la réforme agraire

Les nationalisations effectuées par le gouvernement Morales ont été présentées comme une réponse aux revendications du prolétariat et de la paysannerie exprimées lors des deux mouvements de 2003 et 2005, ce qu'on appelle « l'agenda d'octobre ». Dix-neuf « nationalisations » d'entreprises ont eu lieu depuis 2006, mais elles sont marquées par de telles limites qu'il ne s'agit pas en réalité d'exproprier le capital, mais au contraire de tenter de former un capital national, dit « andin », sans rompre les relations avec l'impérialisme et en préservant l'essentiel de ses intérêts. Garcia Linera, le vice-président, tête pensante du régime, peut ainsi rassurer les représentants de l'impérialisme. Une commission sénatoriale française qui s'est rendue pour une mission en Bolivie en 2009 affirme dans son rapport : « *Exposant les principes de la nationalisation, le Vice-Président de la République Alvaro Garcia Linera, a rappelé que le décret de nationalisation ne vise « ni à l'expropriation, ni à l'expulsion des entreprises étrangères », mais à assurer, par de nouveaux contrats, une présence majoritaire de l'Etat bolivien dans le secteur des hydrocarbures. La Bolivie, a-t-il ajouté, « a besoin des investissements étrangers et du savoir-faire des compagnies ». Elle entend donc garantir le respect des investissements et la sécurité juridique des entreprises.* »

Par ailleurs l'essentiel des secteurs stratégiques, les mines ou les hydrocarbures restent aux mains des entreprises privées, du capital étranger, ou national dans le cas des « mines moyennes ». Selon le texte du XV^e congrès de la COB : « *Aujourd'hui Petrobras, Repsol, Total contrôlent 85 % des réserves de gaz et de pétrole. 80 % de la production d'hydrocarbures se trouvent sous le contrôle d'opérateurs transnationaux, et ce qui reste seulement est entre les mains de l'Etat au travers d'entreprises comme Chaco et Andina, en association avec des entreprises étrangères* ». Pour ce qui est des mines, la situation est plus marquée encore : « *Presque toutes les mines du pays, en dehors de Huanuni, sont aux mains des transnationales qui exportent et laissent à l'Etat une misérable aumône sous forme d'impôts. La seule mine San Cristobal, appartenant à Sumitomo, produit 1600 tonnes par jour de concentré de minerais de zinc, plomb et d'argent. Ses profits nets sont de l'ordre du milliard de dollar, et ne paie à l'Etat que dix millions de dollars* » (Idem).

Ces « nationalisations » avec de larges indemnités ont donc un coût, comme s'en inquiète le journal bolivien *El Diario*, en date du 27/01/2013 : cela équivaudrait à plus d'un milliard de dollars, dont 600 millions restent à payer. Loin d'être lésées, les entreprises multinationales qui voient leurs filiales nationalisées exigent de grasses indemnités : « *Red Electrica de España (...) réclame 74 millions de dollars. RURELEC représente un autre cas de non-dédommagement, pour la nationalisation des centrales électriques de Guaracahi, Valle Hermoso et Corani, et elle exige 143 millions de dollars* » selon *El Diario*. Quant à l'entreprise minière Glencore, dont le site de Colquiri a été nationalisé en 2012, elle réagit ainsi : « *Pour Glencore, la décision de nationaliser la mine de Colquiri « soulève un certain nombre de questions sérieuses au sujet de la politique future du gouvernement envers les investisseurs étrangers dans le secteur minier* ». Ce n'est pas une opposition de principe.

C'est au nom de cette politique que le gouvernement s'oppose aux masses. Dans un article de 2011 publié par *Le Monde diplomatique*, A Garcia Linera explique pourquoi il est hors de question de répondre favorablement aux revendications salariales des fonctionnaires, notamment la grève des enseignants du primaire d'avril 2011 : « *En répondant favorablement aux revendications salariales des enseignants, on utiliserait les ressources obtenues grâce aux nationalisations pour n'améliorer les revenus que de certaines branches du tertiaire. On laisserait ainsi de côté le reste du pays, c'est-à-dire la majorité. On rendrait par ailleurs plus difficile une stratégie d'industrialisation (l'achat de machines ou la construction d'infrastructures, par exemple), permettant d'accroître les richesses que produit le pays... et de les redistribuer* ». C'est donc là la fameuse « redistribution des richesses » ! Il faut d'abord obéir aux lois de l'économie capitaliste, et garantir le taux de profit, et donc diminuer le salaire réel des « privilégiés » que constituent les enseignants, les travailleurs de la santé, ou d'autres secteurs du prolétariat.

Quant à la réforme agraire, il est bien difficile d'en trouver un bilan... et pour cause, elle est encore plus limitée que le programme de nationalisations, malgré l'immensité des promesses électorales de 2005 : distribuer jusqu'à 20 millions d'hectares. La constitution ratifiée en 2008, après compromis avec les représentants des départements « autonomistes », où sont concentrés les latifundia, autorise l'expropriation des grandes propriétés qui n'auraient pas de « fonctions socio-

économiques justes ». Les propriétaires fonciers pourraient par ailleurs échapper à l'expropriation de ces biens vacants, sans « fonction », s'ils formulent un projet d'utilisation à des fins productives. Il faudrait vraiment être entêté pour subir une expropriation, contre indemnisation bien entendu. En réalité, pas un cheveu d'un latifundiaire ou d'une multinationale n'a été touché, et Monsanto a même obtenu le droit d'introduire des semences transgéniques, ce qui soumet toujours plus les agriculteurs aux semenciers, tandis que les rares zones de forêts protégées sont soumises à colonisation, y compris dans les parcs nationaux et territoires indiens.

Satisfécits des capitalistes

Il n'est donc guère étonnant de voir les capitalistes se féliciter des résultats économiques du gouvernement Morales. Après sept ans de pouvoir, ces résultats sont encensés par les bourgeois et leurs plumitifs. Ainsi, malgré la suspension par Bush en 2008 d'un accord commercial signé entre les Etats-Unis et les pays andins, (accord lié à la lutte contre la drogue), les exportations vers les Etats-Unis ont augmenté. D'abord, les produits textiles et le cuir qui bénéficiaient de ces clauses ont été touchés, mais selon un article publié sur le site *El Correo* fin novembre 2011, la Bolivie a doublé ses exportations, notamment de produits agricoles et miniers, vers les Etats-Unis. « *Nous avons démontré au monde entier que nous sommes capables d'entrer dans le marché étasunien, y compris sans le soutien de l'Atpdea* », a affirmé le ministre bolivien de l'économie et des finances publiques, Luis Arce » (...) « *Sans l'Atpdea, la Bolivie a exporté plus aux Etats-Unis qu'avec les préférences douanières. Je pense que ce fut une motivation pour être plus compétitifs, pour nous insérer plus dans le marché nord-américain, nous sommes biens, nous n'avons pas besoin de ces instruments qui sont sous conditions politiques* », a poursuivi le ministre du commerce extérieur. »

La politique budgétaire du gouvernement Morales est, elle aussi, une raison de se réjouir pour les capitalistes. Selon le journal argentin *Ambito financiero* : « *Après presque un siècle, la Bolivie est revenue sur les marchés financiers mondiaux, en plaçant des bons souverains [émissions d'obligations] pour 500 millions de dollars et d'une durée de dix ans ; cette opération a démontré la confiance des investisseurs dans le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud* » (22-10-2012). Le taux d'intérêt obtenu a été de 4,8 %, (bien mieux que la Grèce !) grâce aux banques américaines, Merrill Lynch, Goldman Sachs, et aux agences de notation qui ont augmenté la note de la Bolivie pour ses « *solides réserves, sa capacité à gérer la dette et le déficit budgétaire bas ou nul* ». Selon Pablo Stefanoni, sur le site « *A l'encontre* » (05/03/2013). L'article poursuit sa constatation : « *Au cours de ces sept années, Evo Morales a expérimenté beaucoup de choses – surtout en ce qui concerne la conception institutionnelle du pays – mais il ne s'est jamais écarté d'une politique macroéconomique attentive à l'équilibre budgétaire et il a maintenu le même ministre de l'Economie depuis 2006. Luis Arce Catacora, un technicien modéré aussi bien en ce qui concerne la politique qu'il pratique que dans son style personnel* ». Une modération surtout exigée des travailleurs boliviens quant à leurs revendications.

Une part des revenus liés aux revenus fiscaux liés aux entreprises nationalisées a été en partie redistribuée, c'est le partage des richesses, qui a eu pour effet de réduire la pauvreté, selon P. Stefanoni (idem) : « *Entre 2005 et 2010, la pauvreté [sous le seuil de 2 dollars par jour, selon les critères de la Banque mondiale] au niveau national a baissé de 60,6% à 49,9% et l'extrême pauvreté [personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, selon les critères de la BM] de 38,2% à 28,4%. Ces améliorations se sont produites dans le cadre d'une croissance notable de l'investissement public qui a été multiplié par trois au cours de ces dernières années* ». En réalité les subventions publiques rendues possibles par les prix élevés notamment des matières premières et des produits agricoles et dans une moindre mesure des hydrocarbures, n'ont atténué que d'une manière dérisoire la misère terrifiante qui frappe les masses boliviennes. Mais même cette politique cosmétique touche à ses limites, avec la chute des prix des matières premières sur le marché mondial, liée à la crise et la surproduction.

Le gouvernement Morales, une tentative bonapartiste dans un contexte prérévolutionnaire

La Bolivie est un maillon très faible de l'impérialisme. Son économie est une des plus faibles d'Amérique latine. Sa bourgeoisie, semi compradore, est inféodée à l'impérialisme, en particulier l'impérialisme US. Elle est confrontée à un prolétariat puissamment organisé par la COB et ses syndicats. Au sein de la COB, la classe ouvrière joue un rôle prépondérant via la fédération des mineurs. Il s'est formé en Bolivie un mouvement ouvrier puissant, forgé dans une tradition révolutionnaire matérialisée pendant longtemps par l'influence du POR, parti trotskyste dirigé par Guillermo Lora. À plusieurs reprises le prolétariat a directement postulé au pouvoir (insurrection d'avril 1952, assemblée populaire en 1971). Ces traditions révolutionnaires sont restées vivantes dans la conscience du prolétariat. En 2000 et 2002, les mineurs de la COMIBOL, avaient obtenu la « renationalisation » de leur entreprise privatisée en 1999, et menée à la faillite par ses propriétaires, tandis que les prolétaires de Cochabamba avaient obtenu que l'eau de la ville ne soit pas concédée à une multinationale. Ces puissants mouvements préfiguraient les situations prérévolutionnaires de 2003 et de 2005.

Face à la mobilisation des masses, deux présidents ont dû fuir le pays en octobre 2003, Sanchez de Losada dit Goni, et en 2005 son vice-président, Carlos Mesa, a subi le même sort. En 2003, avec comme revendication centrale le rejet du bradage au profit de l'impérialisme des ressources en hydrocarbures, le prolétariat bolivien a imposé aux dirigeants de la COB l'appel à la grève générale et la manifestation centrale à La Paz. Le 17 octobre les masses insurgées étaient maîtresses de la capitale. Goni a dû s'enfuir. Les dirigeants de la COB et le MAS ont accepté de reconnaître la transition assurée par son vice-président, Carlos Mesa. Le mouvement a ainsi pu être enrayé au compte de la promesse d'une prochaine assemblée constituante (voir CPS n°14 de décembre 2003).

En 2005, la question de la loi sur les hydrocarbures n'était pas encore tranchée. Face à la volonté du gouvernement Mesa d'aller de l'avant et en se mobilisant par ailleurs sur ses propres revendications, le prolétariat est à nouveau entré en mouvement. Lors de cette mobilisation, plusieurs assemblées de masse eurent lieu à La Paz et Cochabamba, appelées « *cabildo* ouvert », conseil municipal ouvert. A Cochabamba, elles rassemblèrent 60 000 personnes et à La Paz 400 000 personnes. A El Alto, l'immense banlieue prolétarienne de La Paz, une assemblée populaire, intégrant l'ensemble des organisations (COB, FSTMB, CTSUTB...) avait commencé à se réunir, tentant de faire ressurgir cette historique institution, et posant la question de la généralisation et de la centralisation de cet organisme (voir *CPS* n°22 de septembre 2005).

Les dirigeants de la COB et du MAS, toujours sous la promesse d'une future assemblée constituante, reconnurent la légitimité d'une nouvelle transition assurée par Rodriguez, ce qui représentait une nouvelle capitulation. Il ne pouvait s'agir pour eux d'ouvrir la perspective d'un gouvernement issu du front unique des organisations du prolétariat et appelant à la constitution et à la centralisation des assemblées populaires.

L'engagement du prolétariat bolivien en 2003 et 2005 revêt une importance particulière. Dans les deux cas, la question du pouvoir était directement posée. Ces mouvements n'ont pu aller aussi loin que celui de 1971 avec la constitution de l'assemblée populaire, premier véritable soviet d'Amérique latine. Les traditions et l'histoire du prolétariat bolivien se sont pleinement exprimées. Mais à la différence de 1971, un facteur subjectif n'est plus présent et fait cruellement défaut. A savoir l'existence d'une organisation révolutionnaire, telle qu'était le POR qui a chaque jalon de la lutte avait su formuler la question du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan en combattant pour la constitution de l'assemblée populaire comme « commandement politique » et imposant le front unique de l'ensemble de ses organisations.

De 2006 à 2008 Morales canalise l'énergie des masses et subit l'offensive de l'impérialisme

A aucun moment, le MAS et son dirigeant Morales n'ont ouvert de perspective politique. En 2003, comme en 2005, Morales est le MAS ont été, avec la complicité des dirigeants de la COB, partie prenante des manœuvres visant à canaliser le mouvement du prolétariat et à préserver les institutions.

Ce parti politique, fondé au départ comme « instrument politique » de la confédération paysanne CSUCTB, en 1997, elle-même partie prenante de la COB et se définissant comme « mouvement au socialisme », prétend représenter la petite paysannerie ; mais en réalité, il a surtout contribué à préserver les institutions et l'Etat bourgeois bolivien de l'activité révolutionnaire des masses. Cela n'a pas empêché, in fine, Evo Morales d'être élu lors de l'élection présidentielle du 18 décembre 2005, face à un candidat au passé on ne peut plus impérialiste, ancien président de la République, ancien vice-président du dictateur Hugo Banzer, vice-président de la Banque de commerce de Bolivie et gouverneur de la Banque mondiale, Jorge Quiroga Ramirez. Dans cette élection, Morales a reçu le vote des masses paysannes, mais aussi du prolétariat, et ce malgré sa politique. S'il a présenté un programme de nationalisations... c'est à la mode bourgeoise, afin de le substituer à la revendication des travailleurs et reprenant la tradition politique des gouvernements nationalistes des années 50. Morales a donc endossé le costume du Bonaparte, élu par son bon peuple et qui octroiera les « réformes », tout en faisant refluer le mouvement des masses.

Malgré sa crise politique, la bourgeoisie bolivienne menait à la fois une campagne de déstabilisation du gouvernement et de violentes attaques contre les masses et leurs organisations, notamment dans les régions amazoniennes. Ainsi, la constitution a été l'objet d'affrontements importants entre la bourgeoisie compradore relais de l'impérialisme, le gouvernement et les masses, notamment des paysans, et en particulier les communautés indigènes.

Morales a trouvé le moyen de dissiper l'énergie révolutionnaire des masses dans un carcan politique bourgeois : la question de l'assemblée constituante et d'une nouvelle constitution. Le mot d'ordre d'assemblée constituante peut représenter un mot d'ordre transitoire dans un pays arriéré dont les tâches nationales démocratiques n'ont pas été menées à bien. La réalisation d'une assemblée constituante cependant pose la question du pouvoir. Quel gouvernement, mettra en place une assemblée constituante souveraine, au compte de quelle classe ? Morales quant à lui apporte sa réponse et l'utilise comme un leurre politique puisque dans le même temps que cette assemblée est élue, elle se réunit à Sucre, « capitale constitutionnelle », à plus de 500 kilomètres de La Paz où le Parlement habituel et le gouvernement continuent à se réunir.

En effet, si Morales a temporisé sur les revendications fondamentales du prolétariat et de la paysannerie grâce au « processus constituant », long, et surtout largement stérile, dans la mesure où les représentants de la bourgeoisie le bloquaient, ceux-ci ont aussi fait valoir leurs revendications. En l'occurrence, les gouverneurs des régions amazoniennes, Santa-Cruz, Pando, Beni ou Tarija, ont revendiqué une large autonomie, surtout fiscale. Pourquoi ? Dans ces régions de latifundio, où les communautés indiennes ne sont pas structurées comme dans les Andes, il existe une véritable bourgeoisie coloniale, et c'est là que se trouvent les fameux gisements gaziers dont les masses ont exigé la nationalisation, et que convoitent plusieurs compagnies pétrolières et gazières. Le statut de ces régions est donc tant pour la bourgeoisie, le gouvernement, que les masses un enjeu capital. De plus la question agraire y est aussi posée de façon cruciale. Il faut ajouter que depuis des décennies ces régions sont la base de mouvements fascistes.

C'est donc dans le cadre de ce conflit que les milices constituées par les grands propriétaires terriens s'attaquèrent à plusieurs reprises durant l'année 2008 à des militants ou à des communautés indiennes. Les masses encerclaient l'assemblée constituante à Sucre, empêchant les députés des départements de l'Est d'y entrer afin que la constitution fût adoptée avec la majorité requise. La situation semblait bloquée, mais Morales maniait le référendum révocatoire, comme Chavez, pour renforcer sa position grâce aux communautés indiennes. Malgré tout, un compromis était passé avec

l'opposition bourgeoise, Morales s'engageant à ne pas briguer un troisième mandat, et la constitution expurgée de ses attaques contre la propriété terrienne était acceptée par l'opposition. Durant cette partie de bras de fer, Morales expulsait plusieurs représentants de l'Etat américain, soit de l'ambassade, soit des « ONG » du style USAID, émanation de l'impérialisme américain. Mais au fond, il garantissait l'essentiel au compte de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Constitution adoptée, conflit avec les latifundiaires terminé... Morales confronté aux masses

Depuis lors, l'impérialisme et la bourgeoisie semblent avoir renoncé à renverser Morales et son gouvernement, au moins pour une période. Mieux valait l'utiliser. Dans les conditions politiques des situations de 2003 et de 2005, et compte tenu de la crise de la bourgeoisie, ce gouvernement est la meilleure solution envisageable. D'ailleurs, les développements de la crise mondiale imposent au gouvernement de s'en prendre aux masses. Ainsi, lors de la fin de l'année 2010, le gouvernement Morales prend la décision de cesser de subventionner les produits pétroliers, ce qui se traduit au 1^{er} janvier 2011 par une augmentation de 73 % du prix de l'essence et de 83 % du prix du gasoil. Les conséquences sur les prix sont immédiates dans la mesure où toute la consommation est affectée par les coûts des transports routiers. Selon un article du *Nouvel Observateur* daté du 31/12/2010, la hausse des prix à la consommation était immédiate, de 15% sur les marchés subventionnés par l'Etat, bien supérieure dans les autres magasins.

Le 30 décembre 2010, des manifestations rassemblent de nombreuses professions, chauffeurs de taxi, de bus, mais aussi, face à l'augmentation du coût des denrées alimentaires, la population pauvre. Ces manifestations tournent à l'affrontement avec la police, notamment à La Paz et El Alto, à proximité des bâtiments du gouvernement. D'autres manifestations ont lieu en février 2011, à l'appel de la COB, les mesures prévues par le gouvernement (augmentation de 20% des salaires des fonctionnaires, ouverture de négociations dans les entreprises privées) ne permettant pas, en réalité, de compenser la baisse des salaires réels que cette violente augmentation des prix de l'essence, « gasolinazo », a engendré, la flambée des prix représentant 30 à 40 % d'inflation au début 2011. Les slogans des manifestants venus d'El Alto à La Paz le 19 février marquaient clairement la rupture des masses prolétariennes avec le gouvernement : « Evo, connard, le peuple est en pétard » selon *Le Point*. Le dirigeant de la COB, Pedro Montes, est lui beaucoup plus indulgent : « *Il a dit qu'il gouvernerait avec le peuple en lui obéissant, qu'il le mette en pratique* », déclaration qui a le bon goût de laisser au gouvernement l'initiative en voulant lui rappeler des promesses illusoire. Il ajoute « *ils veulent que nous nous affrontions entre pauvres, nous ne le ferons pas* », signifiant clairement son refus d'affronter le gouvernement.

C'est pourtant un moment clé dans la mesure où le prolétariat urbain, littéralement ruiné par cette libéralisation des prix engagée par un gouvernement qui est cité en exemple pour son anti-libéralisme, commençait à s'engager dans le combat et à l'affronter, malgré les manœuvres dilatoires de la direction de la COB. Depuis, de nombreux affrontements ont eu lieu, dont les deux plus notables sont la grève des fonctionnaires de la santé publique, au printemps 2012, et celle des mineurs en mai 2013.

Au point de départ d'un conflit de plus de 7 semaines, il y a l'augmentation drastique du temps de travail pour les fonctionnaires des hôpitaux publics, en passant la journée de travail de 6 à 8 heures ! Malgré un certain isolement, des capacités de faire grève limitées, la répression du gouvernement contre les manifestants, les travailleurs du secteur de la santé publique, fonctionnaires et médecins, soutenus par les étudiants en médecine, ont réussi à imposer au gouvernement un décret qui annule cette disposition la plus ouvertement réactionnaire.

En mai 2013, la COB appelle à une grève pour une augmentation des pensions de retraites, versées par le système de retraite mis en place quelques années plus tôt par le gouvernement Morales lui-même. En décembre 2010, une loi sur les retraites avait été adoptée : elle abaissait l'âge de départ en retraite à 58 ans, et même à 51 ans pour les mineurs. Ce qui est loin d'être un luxe dans un pays dont les caractéristiques ne sont pas comparables à celles de l'Europe, particulièrement pour les travailleurs. Les fonds de pension créés en 1996 par la liquidation de la retraite par répartition étaient nationalisés, les cotisations patronales portées à 3 %, les cotisations salariales augmentées de 0,5 %.

En réalité, ces augmentations se faisant sur les bases de départ des fonds de pensions (retenue sur salaire de 10 % pour les travailleurs et 2 % de cotisation patronale), on reste dans un système où les salariés financent bien plus ces fonds que les patrons dont l'apport est nettement moindre. Enfin un apport important était fourni par la rente des hydrocarbures et des mines et donc par l'Etat (système « tripartite »).

Cependant, les pensions que touchent les travailleurs sont des pensions de misère, notamment dans le contexte d'inflation créé par le « gasolinazo ». Malgré l'enthousiasme de la direction de la COB en 2010, les travailleurs et les pensionnés constatent l'impossibilité de vivre avec ces pensions. C'est pour cette raison que les mineurs étaient entrés en grève en mai, et tout particulièrement ceux des mines de l'entreprise d'Etat, COMIBOL, par exemple dans la cité minière de Huanuni, bastion du mouvement ouvrier bolivien. Face à la mobilisation des mineurs, le gouvernement a répondu par la répression policière et judiciaire, et a caractérisé la revendication d'une pension équivalente à 100 % du dernier salaire, d'irresponsable. Après deux semaines de conflit, la direction de la COB a accepté de rentrer dans le cadre des discussions avec le gouvernement, tout en appelant les travailleurs, mineurs et enseignants, à cesser la grève, tout en restant « vigilants ». Les conditions suivantes auraient été acceptées par le gouvernement : réduction à 30 ans de la durée de cotisation pour les mineurs, et 70 % de taux de remplacement pour l'ensemble des travailleurs, avec 35 ans de cotisation. La rencontre sur les bases de ces propositions a eu lieu entre le gouvernement et les dirigeants de la COB, près d'un mois après l'ordre de cesser la grève, le jour même de l'ouverture du deuxième congrès du Parti des Travailleurs de Bolivie, fondé quelques semaines auparavant, les 7 et 8 mars, au congrès de Huanuni.

La fondation d'un parti se réclamant du prolétariat et du combat pour le socialisme n'est pas un événement si courant. Cet événement n'est pas sans portée, puisque l'initiative en a été prise par la direction de la COB lors de son XV^e congrès, en janvier 2012, et s'appuie sur l'organisation ouvrière qui plonge ses racines dans l'histoire révolutionnaire du pays. Au vu du conflit qui oppose le prolétariat bolivien et le gouvernement Morales, de la puissance, même relative, de la COB, et des textes présentés, il convient de se pencher sérieusement sur le berceau de ce parti.

L'initiative des dirigeants de la COB

Dans la conjoncture politique ouverte par l'affrontement entre le prolétariat et le gouvernement Morales, le XV^e congrès de la COB, préparé par le XXXI^e congrès de la fédération des mineurs, FSTMB, a donné lieu à la fois à un changement dans la direction et à l'initiative de former un parti des travailleurs. Les représentants de l'appareil qui avaient le plus ouvertement soutenu le gouvernement Morales n'ont pas pu se représenter pour reprendre la direction. L'impulsion a été donnée par les mineurs, et c'est d'ailleurs dans le cadre de la préparation de ce congrès que les mineurs de Huanuni ont accordé la majorité à une fraction de l'appareil qui ne s'était pas directement liée au MAS. Dans ce cadre, le syndicat de Huanuni, véritable bastion ouvrier, a donné le ton, et c'est un représentant du syndicat de Huanuni qui a été élu secrétaire général.

Pour autant, les luttes internes se font sur des positions souvent confuses car il n'y a pas de tendances constituées et officielles dans la COB. Il y a des fractions d'appareil plus ou moins engagées dans la collaboration de classe ou le dialogue social. Il y a des échelons plus ou moins sensibles à la pression des masses, comme le niveau départemental, et la défiance de tel ou tel secteur peut s'exprimer à tel moment par la voix d'une organisation départementale, y compris d'un secrétaire de COD. Des forces politiques structurées peuvent aussi s'exprimer à partir de positions syndicales, comme la fédération des maîtres urbains dirigée par le Parti Communiste Bolivien, ou le Parti Ouvrier Révolutionnaire qui dirige les fédérations locales des maîtres de la Paz, Oruro et Cochabamba, ou encore la fédération des étudiants de Cochabamba.

Le texte du congrès de la COB laisserait n'importe quel dirigeant syndical de la CGT ou de FO en France abasourdi. Reprenant les profondes traditions héritées de la lutte politique et de la lutte des classes, le XV^e congrès cite in extenso le préambule du IV^e congrès de 1970, tenu dans une phase révolutionnaire intense :

« Unité révolutionnaire contre le capitalisme miné et agonisant pour construire une Bolivie socialiste.

Nous travailleurs boliviens, nous proclamons que notre mission historique, au moment présent, est d'écraser le capitalisme et ses valets locaux. Nous déclarons que notre mission est la lutte pour le socialisme. Nous déclarons que le prolétariat est le noyau révolutionnaire des travailleurs boliviens, par excellence. Nous assumons le rôle dirigeant de la révolution comme les vrais représentants des intérêts de la nation. L'alliance des ouvriers et des paysans avec les pauvres des villes et avec toutes les forces anti-impérialistes et anticapitalistes est la garantie de la victoire »

Le cadre du mouvement ouvrier est donné ici, plongeant ses racines dans les « thèses de Pulacayo » adoptées par la Fédération des mineurs en 1946, et qui mettaient à l'ordre du jour la question de la révolution permanente, en particulier des tâches à assumer pour la classe ouvrière, comme classe révolutionnaire et un programme de revendications transitoires. Cependant, partant du constat, parfois ambigu, que le gouvernement Morales a entamé une politique anti-ouvrière, il propose de mettre à l'ordre du jour la formation d'un instrument politique des travailleurs, dont la COB serait à l'initiative : « *Le processus de 2006, marqué par la large victoire du MAS, a été le produit de la lutte du peuple pour expulser du gouvernement les mauvaises habitudes de Goni, Carlos Mesa et compagnie. L'union du peuple a été démontrée par le vote écrasant pour Evo Morales, dans l'illusion que celui-ci, à cause de son origine paysanne et indigène, était l'expression de la lutte des pauvres et des exploités. L'ouverture de son gouvernement à des représentants du néo-libéralisme a confirmé son virage vers des positions réformistes et l'abandon des objectifs pour lesquels le peuple avait lutté en 2003 et 2005.*

Nous, masses exploitées du pays, nous avons clairement identifié nos ennemis : les transnationales pilleuses (impérialisme), les latifundiaires, les grandes entreprises qui vendent la patrie, mais cette clarté a été troublée dans la dernière période par le travail confusionniste du réformisme et de la bureaucratie syndicale, contrôlée par le MAS, qui a entrepris de semer des illusions sur les possibilités de réformer le pays (refonder la Bolivie), en terminer avec la faim, la misère, le chômage, la discrimination sociale et raciale, à partir de réformes juridiques de l'appareil d'Etat et sans toucher en rien aux fondements économiques sur lesquels reposent l'impérialisme et l'exploitation bourgeoise. Les mesures prises contre le peuple, comme l'augmentation du prix des carburants, le refus de nationaliser vraiment les mines et les hydrocarbures, (...) montrent le caractère ouvertement réformiste et pro-capitaliste du MAS, obligeant les directions syndicales à reprendre leur indépendance politique et à lutter pour un gouvernement dont l'objectif fondamental soit le socialisme. »

Le congrès de Huanuni

Les 7 et 8 mars 2013, le congrès de fondation du PT de Bolivie, nom définitivement adopté, a eu lieu à Huanuni. Le congrès a regroupé 1200 délégués, dont 300 mineurs, essentiellement issus de la COB, mais aussi de différents courants se réclamant du « trotskysme », généralement dans la variante moréniste, spécialité latino-américaine.

Ce texte reprend les thèmes développés par le congrès de la COB mais caractérise de manière nettement plus claire le gouvernement Morales comme pro-capitaliste : « *Juan Evo Morales Ayma a utilisé en permanence le sentiment culturel*

indigéniste andin comme arme idéologique pour manipuler la majorité indigène paysanne du pays, et pour cela il n'a pas hésité à se servir, sans aucun scrupule, des traditions et coutumes indigènes au service du capital. (...)

Le MAS a pris en charge la tâche honteuse de miner le processus insurrectionnel de 2003 et 2005. Il s'est opposé au soulèvement de 2003, et a défendu l'accession au pouvoir de Carlos Mesa et a fait tout son possible pour qu'il ne soit pas renversé ; une fois chassé, Mesa a réussi à réintervenir pour soutenir le néo-libéral Eduardo Rodriguez, le président de la cour suprême.

En bref, en l'absence de tout autre référent politique, le MAS s'est développé, en réussissant à se fondre et se confondre avec le processus révolutionnaire. Il est arrivé au pouvoir avec le soutien de multinationales et d'ONG qui l'ont financé. Il s'est donné pour fonction de dénaturer les revendications du peuple bolivien : l'agenda d'octobre. Il a manipulé l'assemblée constituante en faveur de ses intérêts. Ainsi la révolution en cours fut retournée en restauration du capitalisme ». Il cite de larges passages des thèses de Pulacayo, notamment sur la question de l'action directe des masses et de la subordination des élections aux objectifs révolutionnaires, question qui manifestement a traversé le congrès et continue d'avoir son importance. Son programme immédiat, dit minimum, se prononce pour la nationalisation des secteurs clés, mais aussi le remplacement progressif de l'économie capitaliste par l'économie planifiée, le refus du paiement de la dette, le monopole de l'Etat dans le commerce extérieur, le contrôle ouvrier dans les banques, les principales entreprises du pays.

Un tel message tranche dans le contexte actuel, même là où dans le mouvement du prolétariat surgissent de nouvelles organisations. Si la méthode ou certaines appréciations de la situation mondiale peuvent être discutées, si la place de la classe ouvrière dans le processus de la révolution permanente est plus floue que dans les thèses de Pulacayo, le texte se place visiblement dans la continuité d'une histoire vivante du mouvement ouvrier bolivien. Le Parti communiste bolivien, qui a un pied dans la COB et un pied dans le gouvernement, en fin connaisseur, s'oppose totalement à la formation de ce parti et a même menacé de scissionner la COB. Le POR, parti de Lora (mort en 2009), qui a été réellement trotskiste et a nourri le mouvement ouvrier, mais qui a pris un cours sectaire dans les années 70, a publié une brochure contre la formation du Parti des travailleurs, et s'est refusé jusqu'à maintenant de s'intégrer dans le processus.

Le congrès d'Oruro

Le second congrès avait une fonction bien différente du congrès de fondation. Ses tâches : préparer la légalisation du parti, en vue de la participation aux élections de 2014, et l'élection de la direction. Par ailleurs, il se tenait dans un contexte différent du précédent, marqué notamment par la capitulation de la direction de la COB dans la grève des mineurs et des enseignants sur les retraites pour engager des discussions avec le gouvernement Morales, discussions qui commençaient le 28 juin. Un certain nombre de mineurs, dont des dirigeants locaux de la COB et de la fédération des mineurs, étaient aussi poursuivis pour des affrontements avec la police. Or, le parti n'avait eu aucune expression entre les deux congrès, un communiqué sur cette question n'étant publié que le 31 juillet. C'était aussi au moment où la jeunesse brésilienne s'était soulevée contre la politique du gouvernement de Dilma Rousseff soutenu par le PT du Brésil.

La commission politique a présenté des textes destinés à mettre en conformité, une déclaration de principes, un programme de gouvernement et des statuts, avec la constitution, ou les exigences du tribunal suprême. Selon le rapport fait dans le congrès :

« L'article 13 de la loi sur les partis politiques exige que nous présentions une déclaration de principes, qui fasse l'exposé précisément de ces principes sur les aspects suivants :

- notre position sur la constitution et le système légal du pays ;*
- le rejet de l'ingérence étrangère dans la vie politique nationale ;*
- le respect total des droits de l'homme ;*
- le rejet de toute forme de discrimination ;*
- le respect entier de la démocratie à l'intérieur du parti ;*
- la promotion de certaines valeurs de la société. »*

De même les statuts devaient être vérifiés selon 22 critères par le tribunal suprême. Le pouvoir, afin de légaliser l'activité du parti, cherchait à le faire passer sous les fourches caudines du droit bourgeois, garantissant la dictature du capital qu'on affuble généralement du nom de « démocratie ». C'est bien cela qu'a décidé de faire la commission politique, rendant au congrès sa copie, dont le premier paragraphe déclare :

« le parti des travailleurs se déclare respectueux de l'actuelle constitution, en particulier des droits fondamentaux qu'elle reconnaît, sans renoncer à proposer de la réformer afin de dépasser les contradictions du texte, de contribuer à une interprétation qui soit plus juste, et qu'elle bénéficie aux travailleurs et au peuple bolivien, de la mettre en adéquation avec les nouveaux besoins de développement du pays, de permettre une réelle répartition de la richesse nationale avec justice, et aussi en fonction du développement de la doctrine et de nouveaux droits humains universellement reconnus »...

N'importe quel parti bourgeois peut souscrire à ce texte ! Même le programme de gouvernement adopte ce langage lénifiant et pro-capitaliste. *« Le pays a besoin d'une politique économique qui soit sensible aux besoins prioritaires de la société, qui réponde au projet d'éradiquer la pauvreté dans ses divers degrés et d'asseoir une société prospère et de justice sociale »...* plus loin, le programme parle de *« dépasser les formes injustes de distribution de la richesse »*, aucune notion de classe n'apparaît plus, les mots capitalisme, impérialisme, classe ouvrière, ont disparu. Même le principe du non paiement de la dette est modifié : *« le pays a besoin d'une minutieuse étude de sa dette extérieure multi*

ou bilatérale, afin d'établir si les conditions dans lesquelles elle a été contractée sont conformes à la constitution, si cela a bénéficié au pays ainsi que de savoir si elle a été gérée correctement par les différents gouvernements »...

Malgré un afflux nettement moindre à ce congrès (seulement 300 à 400 délégués y participaient, tandis que l'essentiel de la direction confédérale de la COB n'était pas présente), la bataille s'est apparemment engagée entre la direction et une partie des délégués, au point que, selon les comptes-rendus des courants « trotskystes » et oppositionnels, le texte de Huanuni aurait été « confirmé » et les propositions de rédaction pour la reconnaissance légale du parti rejetées.

En réalité, les mœurs traditionnelles des congrès syndicaux font que les choses pourraient bien être moins claires que cela, puisque les votes ne sont pas décomptés et que l'adoption des textes se fait par acclamation. Dans le cas des rapports de force exprimés dans ce congrès, et pour ce que l'on peut en savoir, la confusion a finalement régné, notamment au sujet des textes préparés par la direction. Les mineurs de Huanuni, près de la moitié de la délégation, ont toutefois fait reculer une partie de l'appareil et placé à la direction Mario Martinez, un de leurs dirigeants. Mais cela ne détermine en rien l'évolution future du PT, dont on voit bien qu'il est pris dans une alternative : ou le prolétariat et la classe ouvrière y imposent leur voix, et alors il doit tendre vers un programme révolutionnaire ; ou la bureaucratie syndicale peut le contrôler et le transformer notamment en parti électoraliste et l'intégrer aux institutions de l'Etat bolivien, nationales ou locales.

Ouvrir la perspective révolutionnaire

La constitution du PT, ou plus précisément le processus engagé de création d'un tel parti, procède d'un double mouvement : d'une part, elle est l'initiative des dirigeants de la COB, tel qu'en témoigne le résultat de son XV^e congrès de janvier 2012 ; d'autre part, elle est la réfraction, au sein de la COB, de l'engagement du prolétariat pour affronter Morales et son gouvernement, comme en témoignent les grèves des fonctionnaires de la santé publique du printemps 2012 et surtout celle des mineurs de mai 2013, ces dernières se situant dans le prolongement des multiples grèves de 2011 contre la hausse des prix.

La direction de la COB cherche à se dégager de la contradiction entre son soutien à Morales, comme en a encore témoigné le bradage de la grève des mineurs de mai 2013, et la pression des masses qui s'exprime avec acuité en son sein du fait que le prolétariat, et en premier lieu les mineurs, a tiré le bilan du gouvernement et de la politique du MAS. L'initiative de l'IPT (PT) avancée lors du XV^e congrès de la COB correspond à un besoin des dirigeants de la COB de se dégager de cette contradiction. De ce point de vue, la discussion lors du congrès d'Odoro de fin juin 2013 est instructive. Il s'agissait pour l'essentiel de préparer la légalisation du PT en acceptant de se mouler dans les institutions existantes. Les textes adoptés lors du premier congrès de Huanuni en mars 2013 indiquent déjà que le PT était conçu non comme un parti strictement délimité sur l'orientation du manifeste et de la déclaration de principe, mais comme une sorte de front. Ainsi on peut lire : « *L'outil politique des travailleurs à la tête du front révolutionnaire représente l'alliance ouvrière-paysanne sur le plan politique. En son sein se rassemblent tous les courants sociaux et politiques qui se battent pour un changement complet de la situation bolivienne, avec le remplacement des structures caduques au sens anti-corporatiste et anti-capitaliste* ». Et plus loin : « *L'outil politique devra soumettre toutes ses décisions à caractère stratégique, programmatique ou statutaire aux organisations qui le composent* ». En résumé, la direction de la COB, ou tout au moins une partie d'elle, a voulu totalement orienter le PT sur la participation aux élections de 2014 dans le cadre des institutions actuelles. Lors du congrès d'Oruro, elle a été confrontée à une résistance réelle.

La direction et l'appareil de la COB ne sont pas homogènes. Par ailleurs, l'histoire et l'expérience du prolétariat bolivien depuis la fin de la seconde guerre mondiale ne peuvent être effacées d'un trait de plume. Elles restent vivantes dans la conscience de génération de militants, en particulier au sein de la COB. Pour la direction de la COB, il était impossible de « vendre » la création d'un parti en s'émancipant du passé.

Pour le comprendre, il convient de rappeler d'une manière succincte quelques éléments de l'histoire du mouvement ouvrier bolivien. En premier lieu, sous la direction de José Aguirre Gainsborg, étudiant, a été créé en 1934 le POR bolivien. Gainsborg était au sein du Parti communiste chilien un militant de l'opposition de gauche. Il a disparu accidentellement en 1938. Mais les bases du POR avaient été jetées.

Sous la direction de Guillermo Lora, le POR s'est implanté dans le prolétariat minier. Les thèses de Pulacayo, auxquelles se réfèrent partiellement les documents fondateurs du PT, ont été adoptées par la Fédération des mineurs (FSMTB) à l'initiative du POR en 1946. En 1952, une situation révolutionnaire s'est ouverte en Bolivie. C'est encore à l'initiative des militants du POR que la COB s'est constituée. Du fait du mouvement des masses (insurrection d'avril 1952, constitution de comités et de milices, expropriation des latifundiaires), le mot d'ordre de « tout le pouvoir à la COB » était à l'ordre du jour. En 1970, s'est développée une nouvelle situation révolutionnaire. L'orientation du prolétariat vers la prise du pouvoir a été largement déterminée par les thèses adoptées lors du IV^e congrès de la COB, en mai 1970, sous l'impulsion du POR. C'est sur la base du combat du POR, s'appuyant sur les positions acquises dans la COB et en particulier dans la fédération des mineurs, que s'est constituée en 1971 l'assemblée populaire, dotée d'un commandement politique, intégrant l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier bolivien. A juste titre, l'assemblée populaire a été caractérisée comme le premier soviet d'Amérique latine. Par la suite, le POR, en 1972, a rompu avec le combat pour la reconstruction de la IV^e internationale. Mais il n'en reste pas moins que le mouvement ouvrier bolivien demeure indélébilement marqué par la place prise par le POR dans le passé.

En Bolivie, ce qui à l'ordre du jour, c'est le combat pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Cependant, le processus de fondation d'un parti ouvrier, à partir d'une confédération syndicale réunissant 1200 délégués, est un événement majeur dans la dernière période. Différents processus sont à l'œuvre dans ce parti naissant, c'est une

évidence, mais son existence en tant que telle peut être un point d'appui pour la classe ouvrière et le prolétariat de Bolivie, et au-delà un puissant facteur d'inspiration à l'échelle continentale. Il semble impossible pour qui veut être un militant révolutionnaire de ne pas y militer selon la méthode donnée par Trotsky à propos du mot d'ordre de *Labor Party* aux Etats-Unis en 1938.

« (...) Sommes-nous pour la création d'un Labor Party réformiste ? Non, Sommes-nous pour une politique qui donnerait aux syndicats la possibilité de mettre tout leur poids dans la balance ? Oui !

Il pourrait se transformer en parti réformiste, cela dépend des développements. Ici, la question du programme se pose. Il nous faut un programme de revendications transitoires, parmi lesquelles la plus progressiste est celle d'un gouvernement ouvrier et paysan. Nous sommes pour un parti, pour un parti indépendant des masses laborieuses, qui prendra le pouvoir dans l'Etat. (...)

Je ne dirai pas que le LP est un parti révolutionnaire, mais que nous ferons tout pour que ce soit possible. A chaque réunion nous dirons : « Je suis représentant du SWP. Je considère que c'est le seul parti révolutionnaire. Mais je ne suis pas sectaire. Vous essayez maintenant de créer un grand parti ouvrier. Je vous aiderai mais je vous propose d'examiner un programme pour ce parti. Je fais telle et telle proposition. » C'est ainsi que je commence. Dans ces conditions ce serait un grand pas en avant. Pourquoi ne pas dire ouvertement ce qui est ? Sans aucun camouflage, sans aucune diplomatie. »

(Trotsky, *Œuvres*, tome 17. « Discussion sur le Labor Party », 21 mars 1938)

Ouvrir la voie révolutionnaire c'est donc bien entendu combattre pour le programme, un programme révolutionnaire conséquent, pour une compréhension la plus claire des événements et des tâches. Ainsi, après le congrès d'Oruro, il est impérieux de faire en sorte que le PT ait une réelle expression politique publique, qui ne se borne pas aux textes des congrès mais qui apprécie les événements de la lutte des classes. L'enjeu du congrès d'Oduro aurait été qu'il se prononce, en direction de la COB, sur la « suspension » de la grève des mineurs et des enseignants, pour les retraites, et l'ouverture de discussion avec le gouvernement Morales. Les mineurs de Huanuni semblent aussi en bute à une forme de rétorsion depuis qu'ils ont entrepris d'être à l'avant-garde de la construction du PT. Le gouvernement semble retenir des investissements nécessaires pour le fonctionnement de la mine, et une fraction de la bureaucratie de la COB mène la bataille. Montes, ancien secrétaire général lié au MAS, et éliminé de la direction par le XV^e congrès, y a fait le voyage pour préparer une assemblée ouvrière le 15 juillet 2013. Dans l'assemblée, une proposition a été faite de remplacer la direction syndicale locale par un comité ad hoc ayant de « bonnes relations avec le gouvernement ». Cette manœuvre a échoué. On voit que le gouvernement cherche à faire taire ce parti et sa base. La bataille aura lieu dans le PT mais, puisqu'il en procède, dans la COB aussi.

L'issue est dans la rupture avec le gouvernement de façon la plus nette. Ainsi il faut en finir avec le discours ambigu de soutien aux « mesures progressistes », car le gouvernement Morales, n'a pas pris et ne prendra pas de mesures progressistes ! Il faut aussi être en mesure d'affronter la répression qui accompagne chaque mouvement du prolétariat ou de certaines fractions de la paysannerie.

Il faut préparer l'affrontement, dans les meilleures conditions politiques, de clarté, du point de vue des revendications immédiates, retraites, salaires, réforme agraire, nationalisations sans indemnités ni rachat, question nationale, mais aussi sur la nature du gouvernement qui pourrait réaliser effectivement ces revendications, le gouvernement ouvrier et paysan, issu du front unique des organisations ouvrières, et ainsi faire voler en éclat l'Etat bourgeois actuel et sa constitution.

Le 29 août 2013